**POLITIQUE DE CONFIDENTIALITÉ**

**CCFS**

*Conformément aux articles 13-14 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) ( »* ***RGPD*** *»).*

**PERSONNES CONCERNÉES**

Ces informations sur le traitement des données personnelles s'adressent aux personnes physiques qui sont :

* les personnes physiques membres de la Chambre (y compris les membres potentiels et les anciens membres), les amis de la Chambre, les contractants de la CCFS
* les représentants autorisés et les personnes de contact des membres de la Chambre (y compris les membres potentiels et les anciens membres), des amis de la Chambre et des contractants de la CCFS qui sont des personnes morales
* les membres des organes de la CCFS
* les participants aux événements
* les représentants autorisés/personnes de contact/employés des co-organisateurs et sponsors d'événements, des partenaires de l'OFSK et d'autres entités juridiques
* les personnes impliquées dans l'exécution des contrats
* les candidats à l'emploi
* les expéditeurs et les destinataires de la correspondance
* les autres personnes physiques qui ont une relation directe ou indirecte avec la CCFS et dont les données personnelles sont traitées par la CCFS.

**FINALITÉS**

Les données à caractère personnel des personnes concernées ci-dessus sont traitées par la CCFS aux fins suivantes :

A) l'adhésion à la chambre

B) Les activités principales de la chambre au sens de ses statuts

C) Promotion des activités de la chambre (objectifs de marketing)

D) Relations contractuelles (commerciales)

E) Compte visiteur sur le site web de la CCFS

F) Partage de données au sein du groupe

G) Agenda de gestion

H) Gestion de l'agenda comptable

I) Gestion du registre et des archives

J) Procédure de sélection du personnel interne

K) Conservation des candidatures au recrutement à l'issue de la procédure de sélection.

Les détails du traitement en relation avec chaque finalité sont exposés ci-dessous.

**I. RESPONSABLE DU TRAITEMENT ET COORDONNÉES**

Les données à caractère personnel des personnes concernées sont traitées par les responsables conjoints du traitement, à savoir :

* **Chambre de commerce franco-slovaque**, dont le siège social est situé à Klariská 14, 811 03 Bratislava, numéro d'identification : 30809045, inscrite au registre des organisations non gouvernementales à but non lucratif tenu par le ministère de l'intérieur de la République slovaque, numéro d'enregistrement : 203/2-94/01365.
* **FSOK - SLUŽBY, s.r.o.,** dont le siège social est situé à Klariská 14, 811 03 Bratislava, numéro d'identification : 35 931 477, inscrit au registre du commerce du tribunal municipal de Bratislava III, section : SARL, numéro d'insertion : 35728/B

(Ci-après dénommés collectivement « **l'opérateur** » ou « **CCFS** » ou « **nous** »)

Pour toute question, demande de renseignements ou demande d'exercice de droits concernant le traitement de données à caractère personnel, les personnes concernées peuvent s'adresser à la CCFS au point de contact commun :

* par courrier : **Francúzsko-slovenská obchodná komora**, Klariská 14, 811 03 Bratislava, République slovaque
* par courrier électronique : [fsok@fsok.sk](mailto:fsok@fsok.sk)

**ACCORD ENTRE OPÉRATEURS CONJOINTS**

Dans le cadre du traitement des données à caractère personnel aux fins énoncées ci-dessus, les responsables conjoints du traitement ont conclu un accord conjoint au sens de l'article 26 du RGPD, dont l'objet est leur accord sur les procédures relatives au traitement des données à caractère personnel. L'accord entre les responsables conjoints du traitement est conclu pour une durée indéterminée.

Les responsables conjoints du traitement conviennent d'utiliser des informations uniformes sur le traitement des données à caractère personnel conformément aux articles 13 et 14 du RGPD sous la forme de la présente politique de confidentialité, qui est publiée sur le site web [www.fsok.sk.](http://www.fsok.sk/) Toutefois, chacun d'entre eux est tenu, lorsqu'il obtient des données à caractère personnel, de fournir à la personne concernée les informations visées à l'article 13 du RGPD concernant le traitement de ses données à caractère personnel par référence à la présente politique ou par tout autre moyen approprié.

Les responsables conjoints du traitement s'engagent à assurer la protection des données à caractère personnel et à se fournir mutuellement une coopération appropriée pour traiter les demandes des personnes concernées et les incidents de sécurité.

Nonobstant l'accord des responsables conjoints du traitement, une personne concernée peut exercer ses droits avec et contre chacun des responsables conjoints du traitement. Aux fins de la communication avec les personnes concernées, les responsables conjoints du traitement ont convenu d'un point de contact commun, comme indiqué ci-dessus.

**II. POURQUOI TRAITONS-NOUS VOS DONNÉES PERSONNELLES ?**

Nous traitons vos données personnelles dans le cadre des activités propres de la CCFS et des activités de la Chambre au sens des statuts de la CCFS, des activités promotionnelles connexes, à des fins internes et pour remplir des obligations légales. Le traitement des données à caractère personnel est effectué sur une base juridique appropriée à la finalité spécifique du traitement et pour la durée nécessaire à la réalisation de la finalité du traitement ; une fois la finalité atteinte, les données à caractère personnel ne sont traitées que dans le but de remplir les obligations prévues par la loi n° 395/2002 Coll. sur les archives et les registres, telle que modifiée, dans les délais spécifiés dans le plan du registre et sous réserve de l'adoption de garanties appropriées pour vos droits en tant que personne concernée.

Nous adoptons une approche responsable de la protection des données à caractère personnel et traitons les données à caractère personnel conformément au RPGD et à la loi n° 18/2018 Coll. sur la protection des données à caractère personnel.

**III. QUELLES SONT LES DONNÉES PERSONNELLES QUE NOUS TRAITONS À VOTRE SUJET ?**

Aux fins énoncées ci-dessous, nous traitons des données personnelles ordinaires, c'est-à-dire la catégorie standard de vos données personnelles - en fonction de la finalité du traitement, il peut s'agir de données d'identification et de contact, de photographies et de vidéos, ou d'autres données nécessaires pour atteindre la finalité ; si vous êtes un employé d'une entité juridique avec laquelle nous coopérons, nous pouvons traiter vos données personnelles dans le cadre du titre, du prénom, du nom, de la classification des emplois, du numéro personnel ou du numéro d'employé, de l'unité organisationnelle, du lieu de travail, du numéro de téléphone, du numéro de fax, de l'adresse électronique sur le lieu de travail et des données d'identification de l'employeur.

Nous ne traitons le numéro de naissance que si la loi nous y oblige. Nous ne traitons pas de catégories particulières de vos données à caractère personnel conformément à l'article 9, paragraphe 1, du RGPD, ni de données à caractère personnel relatives aux plaidoyers de culpabilité pour des crimes et délits conformément à l'article 10 du RGPD.

**IV. SOURCES D'OBTENTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL**

Nous obtenons des données à caractère personnel directement de vous, de l'entreprise que vous représentez ou pour laquelle vous travaillez, ou d'une autre personne (par exemple, une personne qui vous inscrit à un événement organisé par nous), ou de sources publiques si vos données d'identification et de contact sont publiées (par exemple, dans le registre du commerce, le registre des métiers, sur des sites web).

**V. FINALITES, BASES JURIDIQUES ET MOYENS DE TRAITEMENT**

**A) Adhésion à la Chambre**

Si vous êtes ou souhaitez devenir membre de la Chambre, ou si vous êtes un représentant autorisé/une personne de contact d'un membre (membre potentiel), nous traitons vos données à caractère personnel aux fins de l'enregistrement, de la tenue des dossiers des membres, de la communication avec les membres dans le cadre de l'adhésion, de la création d'un compte de membre sur le site web de la CCFS (l'utilisation du compte par les personnes concernées est volontaire) et de la publication des données des membres et de leurs représentants autorisés/personnes de contact sur le site web de la CCFS (liste publique en ligne/espace réservé aux membres).

La base juridique de ce traitement est

* **l'exécution d'un contrat et l'exécution de mesures préalables à la conclusion éventuelle d'un contrat (relations précontractuelles)** (article 6, paragraphe 1, point b), du RGPD), si vous êtes directement partie au contrat ; ou
* **notre intérêt légitime** (article 6, paragraphe 1, point f), du RGPD), dans la mesure où vous êtes un représentant autorisé/une personne de contact d'un membre (membre potentiel) ; l'intérêt légitime est l'exécution des activités de la chambre de commerce pour lesquelles le traitement des données à caractère personnel des personnes concernées est nécessaire. En cas de traitement de vos données à caractère personnel sur la base juridique de notre intérêt légitime, vous avez le droit de vous opposer à ce traitement à tout moment pour des raisons tenant à une situation particulière. Si, dans ce cas, nous ne disposons pas d'un motif légitime impérieux pour le traitement, nous cesserons de traiter les données à caractère personnel.
* **les données des membres** - personnes physiques et représentants autorisés/contacts des membres de personnes morales publiées sur le site web de la CCFS (liste publique en ligne/espace membres) sont traitées sur la base **du consentement de la personne concernée**, qui peut également être donné de manière implicite (par exemple, en fournissant des données personnelles dans leur compte de membre).

La fourniture de certaines données à caractère personnel est nécessaire aux fins de l'adhésion, faute de quoi l'adhésion à la Chambre n'est pas possible. La fourniture de données à caractère personnel sur la base du consentement est volontaire et le fait de ne pas fournir ou de retirer son consentement n'a pas de conséquences négatives pour la personne concernée.

Nous traitons les données personnelles jusqu'à la fin de l'adhésion à la Chambre ou jusqu'à une objection légitime ou le retrait du consentement et conformément au plan d'inscription.

Nous fournissons les données personnelles à la chambre française mère, CCI France International, 8-10 rue Pierre Brossolette, 92300 Levallois-Perret, France. En outre, nous pouvons les communiquer aux membres de la chambre, à nos intermédiaires au sens de l'article 28 du RGPD (par exemple, les comptables), aux banques effectuant des opérations de paiement ; une liste des membres et de leurs personnes de contact est disponible sur notre site web. Les données peuvent être consultées par un prestataire de services informatiques.

**B) Les activités principales de la Chambre telles que définies dans ses statuts**

Nos activités principales comprennent notamment

* l'organisation/co-organisation d'événements (invitations, inscriptions, liste des participants, badges, liste des résultats dans le cas d'événements sportifs, etc.
* l'envoi de courriels/newsletters d'information, d'invitations d'adresses, de suivi législatif, etc.
* la fourniture d'informations et de contacts aux membres de la chambre (par adresse et via le site web de la CCFS)
* fournir des services aux membres de la chambre
* information sur les activités et l'organisation de la chambre sur le site web de l'opérateur et sur les comptes de médias sociaux de l'opérateur
* d'autres activités spécifiées dans les statuts de la Chambre ; et
* la correspondance routinière.

La base juridique du traitement est

* **l'exécution d'un contrat et l'exécution de mesures préalables à la conclusion éventuelle d'un contrat (relations précontractuelles)** (article 6, paragraphe 1, point b), du RGPD) en ce qui concerne les événements et les participants qui s'y sont inscrits et en ce qui concerne les activités adressées aux membres de la chambre qui sont des personnes physiques ;
* pour les autres activités et les personnes concernées, qui sont des représentants/contacts autorisés des membres de la chambre, des expéditeurs et des destinataires de la correspondance et d'autres personnes, la base juridique est **l'intérêt légitime** de la chambre (article 6, paragraphe 1, point f), du RGPD) à mener les activités de la chambre de commerce conformément aux statuts de la chambre au profit de ses membres et de tiers et à promouvoir les intérêts de ses membres et d'autres personnes. En cas de traitement de vos données à caractère personnel sur la base juridique de notre intérêt légitime, vous avez le droit de vous opposer à ce traitement à tout moment pour des raisons tenant à votre situation particulière. Si, dans ce cas, nous ne disposons pas d'un motif légitime impérieux pour le traitement, nous ne traiterons plus les données à caractère personnel ;
* dans les cas où la base juridique « intérêt légitime » n'est pas appropriée/suffisante et qu'aucune autre base juridique ne s'applique, nous traitons les données à caractère personnel sur la base du **consentement de la personne concernée** (article 6, paragraphe 1, point a), du RGPD).

Sans la fourniture de données à caractère personnel qui ne sont pas fondées sur le consentement, l'exécution d'activités peut être limitée ou la personne concernée peut être empêchée d'y accéder (par exemple, assister à un événement). La fourniture de données à caractère personnel fondées sur le consentement est volontaire et le fait de ne pas les fournir n'a pas de conséquences négatives pour la personne concernée.

Nous traitons les données à caractère personnel dans les délais spécifiés dans le plan de registre ou jusqu'à ce qu'une objection légitime soit formulée ou que le consentement soit retiré.

Nous fournissons des données personnelles à nos intermédiaires (par exemple, le fournisseur du système de communication par courriel - The Rocket Science Group LLC d/b/a Mailchimp), des fournisseurs de services indépendants, des coorganisateurs et des partenaires d'événements, des opérateurs de réseaux sociaux, des membres de la Chambre, d'anciens membres et des amis de la Chambre et leurs représentants autorisés et personnes de contact et le public dans la mesure des données disponibles publiquement sur le site Web de la CCFS et les comptes de médias sociaux de la CCFS.

**C) Promotion des activités de la Chambre (but marketing)**

Dans le cadre des activités de promotion et de marketing, nous réalisons notamment

* la publication de photos et de vidéos d'événements et d'informations sur les événements et leurs participants sur le site web de la CCFS, sur les réseaux sociaux et dans la newsletter
* la communication marketing (par exemple l'envoi de messages électroniques)
* la création et la fourniture de matériel promotionnel et d'autres activités.

La base juridique du traitement est

* **L'intérêt légitime** de la Chambre (Article 6(1) f) RGPD), qui est de promouvoir les activités et la réputation de la Chambre et de construire des relations avec ses membres, amis et organisations partenaires. Des photographies et des vidéos d'événements sont publiées sur le site web de la CCFS et sur les médias sociaux afin de rehausser le profil de la Chambre, de promouvoir ses activités, de maintenir et de soutenir sa visibilité et sa présence permanente sur les médias sociaux et sur le site web, et d'enregistrer l'historique des activités de la Chambre. Si nous traitons vos données à caractère personnel sur la base juridique de notre intérêt légitime, vous avez le droit de vous opposer à ce traitement à tout moment et nous ne traiterons plus les données à caractère personnel ;
* **le consentement de la personne** concernée (article 6, paragraphe 1, point a), du RGPD) sera utilisé à des fins de marketing lorsqu'il est plus approprié ou spécifiquement requis dans les circonstances (par exemple, envoi de matériel de marketing à des non-membres/anciens membres de la Chambre).

Sans la fourniture de données à caractère personnel qui ne sont pas fondées sur le consentement, l'exécution de certaines activités peut être limitée (par exemple, l'envoi de messages de marketing). La fourniture de données à caractère personnel sur la base du consentement est volontaire et le fait de ne pas les fournir n'a pas de conséquences négatives pour la personne concernée.

Nous traitons les données personnelles jusqu'à la fin de la finalité, c'est-à-dire la réalisation des activités de la Chambre, qui comprennent le marketing, la sensibilisation à la Chambre et le maintien et la promotion de sa réputation publique, dans la mesure où ces activités servent un objectif permanent des activités de la CCFS et dans les délais fixés dans le plan d'enregistrement. Les données personnelles cesseront d'être traitées plus tôt en cas d'objection légitime ou de retrait du consentement.

Nous fournissons des données à caractère personnel à nos intermédiaires (par exemple, le fournisseur du système de communication par courriel - The Rocket Science Group LLC d/b/a Mailchimp), aux co-organisateurs et sponsors des événements de la CCFS et aux partenaires, aux opérateurs de réseaux sociaux, aux membres de la CCFS et à leurs représentants/contacts autorisés, aux prestataires de services indépendants et au public en ce qui concerne les données qui sont publiées via le site web de l'opérateur et les sites de réseautage social.

**PARTICIPATION AUX ÉVÉNEMENTS DE LA CHAMBRE**

Pour plus d'informations sur la manière dont nous traitons vos données personnelles, y compris les photos et les vidéos, si vous participez à des événements de la Chambre, veuillez consulter le document séparé [Politique de confidentialité - Événements publié](https://www.fsok.sk/publications/politique-de-confidentialite.html) sur le site web de la CCFS [www.fsok.sk.](http://www.fsok.sk/)

**D) Relations contractuelles (commerciales)**

Pour la conclusion et l'exécution de contrats dans le cadre des activités et du fonctionnement opérationnel de la CCFS, l'enregistrement des coordonnées des partenaires contractuels et de leurs mandataires/contacts et d'autres personnes, et la communication commerciale, nous traitons les données personnelles de nos partenaires contractuels, de leurs mandataires/contacts, des personnes impliquées dans l'exécution des contrats et d'autres personnes concernées par la relation contractuelle.

La base juridique de ce traitement est

* **l'exécution d'un contrat** (article 6, paragraphe 1, point b), du RGPD), si vous êtes directement partie au contrat ou
* **notre intérêt légitime** (article 6, paragraphe 1, point f), du RGPD), si vous êtes un représentant autorisé/une personne de contact du partenaire contractuel, une personne impliquée dans l'exécution des contrats ou une autre personne physique. L'intérêt légitime est l'exercice de nos activités, les activités de la Chambre de commerce au sens des statuts de la CCFS et la garantie de notre fonctionnement interne, ainsi que la conclusion et l'exécution de contrats avec des partenaires contractuels (commerciaux), la communication commerciale et le développement de relations d'affaires et de coopération. En cas de traitement de vos données personnelles sur la base juridique de notre intérêt légitime, vous avez le droit de vous opposer à ce traitement à tout moment pour des raisons liées à la situation spécifique. Si, dans ce cas, nous ne disposons pas d'un motif légitime impérieux pour le traitement, nous cesserons de traiter les données à caractère personnel.

La fourniture de données à caractère personnel est nécessaire à la conclusion et à l'exécution des contrats. La non-fourniture de vos données personnelles peut entraîner l'impossibilité de conclure et/ou d'exécuter le contrat en question.

Nous traitons les données à caractère personnel pendant la durée de la relation contractuelle et conformément au plan d'enregistrement, ou jusqu'à ce qu'une objection justifiée soit formulée.

Nous pouvons divulguer des données à caractère personnel à nos agents conformément à l'article 28 du RGPD (par exemple, les comptables), aux banques effectuant des opérations de paiement, aux prestataires de services indépendants auxquels nous faisons appel dans le cadre de nos activités (par exemple, les conseillers fiscaux et juridiques).

**E) Compte visiteur sur le site de la CCFS**

Il est possible de créer gratuitement un compte visiteur limité sur le site web de la CCFS, qui permet d'accéder à des informations étendues sur la Chambre, de s'inscrire à des événements et de publier le CV de l'utilisateur (seul un CV « aveugle » sans données d'identification est publié).

La base juridique de ce traitement est le **consentement** de la partie intéressée à créer un compte visiteur (article 6, paragraphe 1, point a), du RGPD).

La création d'un compte et la fourniture de données à caractère personnel sont volontaires et le fait de ne pas les fournir n'a pas de conséquences négatives pour la personne concernée.

Le compte visiteur est actif jusqu'à son annulation par l'utilisateur (retrait du consentement). Les données personnelles fournies dans la biographie sont traitées jusqu'à leur suppression par l'utilisateur du compte.

Les données personnelles peuvent être divulguées au public (dans la mesure où les données sont publiées par l'utilisateur sur le site web de la CCFS, par exemple si le candidat choisit de publier son CV). Les données peuvent être consultées par la Chambre française mère, CCI France International, 8-10 rue Pierre Brossolette, 92300 Levallois-Perret, France, en tant qu'opérateur du site web de la CCFS. Les données personnelles ne seront pas divulguées à d'autres parties.

**F) Partage des données au sein du groupe**

Nous partageons également vos données personnelles au sein du groupe CCFS, qui comprend la chambre française mère CCI France International, 8-10 rue Pierre Brossolette, 92300 Levallois-Perret, France, la Chambre de commerce franco-slovaque et FSOK - SLUŽBY s. r. o. Notre base juridique pour un tel partage est **l'intérêt légitime** du groupe CCFS (article 6(1)(f) GDPR), à savoir l'intérêt de se fournir mutuellement des données personnelles à des fins administratives internes. Si vos données à caractère personnel sont traitées sur la base juridique de notre intérêt légitime, vous avez le droit de vous opposer à ce traitement à tout moment pour des raisons tenant à votre situation particulière. Si, dans ce cas, nous ne disposons pas d'un motif légitime impérieux pour le traitement, nous cesserons de traiter les données à caractère personnel.

Vos données ne seront partagées que dans la mesure nécessaire, par exemple seules les données concernant les membres de la CCFS et leurs représentants autorisés/personnes de contact sont communiquées à la chambre française mère CCI France International. D'autres données personnelles des personnes concernées, telles que définies dans l'introduction de la présente politique, sont également partagées entre la Chambre de commerce franco-slovaque et FSOK - SLUŽBY s.r.o., mais uniquement dans la mesure nécessaire aux activités spécifiques.

Les données à caractère personnel sont traitées pendant la durée nécessaire à la réalisation de l'objectif et conformément au plan d'enregistrement, ou jusqu'à ce qu'une objection légitime soit soulevée.

**G) Agenda de gestion**

Dans le cadre de l'accomplissement des obligations légales de la Chambre en tant qu'organisation à caractère international, de la tenue de la liste des membres des organes de la Chambre, de l'organisation des réunions des organes de la Chambre, de l'enregistrement des données et des documents soumis au Registre des ONG et de la publication des données des membres des organes de la Chambre sur le site Internet de la CCFS, nous traitons les données personnelles des membres et des anciens membres des organes de la Chambre et, le cas échéant, d'autres personnes.

La base juridique de ce traitement est

* **le respect des obligations légales** visées à l'article 6, paragraphe 1, point c), du GDPR, notamment au sens de la loi n° 116/1985 Coll. sur les conditions d'activité des organisations à vocation internationale et de la loi n° 346/2018 Coll. sur le registre des organisations non gouvernementales à but non lucratif
* **l'intérêt légitime** de la Chambre (article 6, paragraphe 1, point f), du GDPR), qui est l'exécution des tâches au sens des statuts de la Chambre ; cette base juridique est appliquée dans le cas où le traitement des données à caractère personnel n'est pas explicitement prescrit par la loi, mais est nécessaire pour les actions de gestion résultant des statuts de la CCFS. En cas de traitement de vos données personnelles sur la base juridique de notre intérêt légitime, vous avez le droit de vous opposer à ce traitement à tout moment pour des raisons liées à la situation spécifique. Si, dans ce cas, nous ne disposons pas d'un motif légitime impérieux pour le traitement, nous ne traiterons plus les données à caractère personnel ;
* **le consentement de la personne concernée** (article 6, paragraphe 1, point a), du RGPD) en ce qui concerne la publication de photographies des membres des organes de la Chambre sur le site web de la CCFS. Vous donnez votre consentement en nous fournissant votre photographie à cette fin sur demande.

Le fait de ne pas fournir des informations personnelles qui constituent une obligation légale peut entraîner une incapacité à respecter les obligations de la Chambre et éventuellement entraîner des sanctions à l'encontre de la Chambre. La fourniture de données sur la base du consentement est volontaire, et le fait de ne pas fournir ou de retirer son consentement n'a pas de conséquences négatives pour vous.

Nous traitons les données personnelles pour une période au sens du plan d'enregistrement, ou jusqu'à ce qu'il y ait une objection légitime ou un retrait du consentement.

Les données personnelles peuvent être divulguées aux membres de la Chambre et aux membres des organes de la Chambre, à des prestataires de services indépendants (par exemple des conseillers juridiques), au ministère de l'intérieur et au public (dans la mesure où les données sont accessibles au public sur le site web de la CCFS.

**H) Gestion de l'agenda comptable**

**I) Gestion du registre et des archives**

Afin de remplir nos différentes obligations légales (par exemple, l'enregistrement et le traitement des documents comptables, la gestion du registre), nous traitons les données à caractère personnel nécessaires à l'exécution de ces obligations.

La base juridique de ce traitement est le respect des obligations légales (article 6, paragraphe 1, point c), du RGPD), en particulier en vertu de la loi n° 431/2002 Coll. sur la comptabilité, de la loi n° 595/2003 Coll. sur l'impôt sur le revenu, de la loi n° 222/2004 Coll. sur la taxe sur la valeur ajoutée, de la loi n° 395/2002 Coll. sur les archives et les registres, et de la loi n° 595/2003 Coll. sur l'impôt sur le revenu, sur les archives et les registres.

La fourniture de données personnelles est une obligation légale. Le fait de ne pas fournir vos données personnelles peut entraîner l'impossibilité de respecter nos obligations et, le cas échéant, l'imposition de sanctions.

Nous traitons les données à caractère personnel pendant les périodes de conservation légales ou les périodes spécifiées dans le plan de gestion des dossiers.

Nous pouvons divulguer des données à caractère personnel à nos agents conformément à l'article 28 du RGPD (par exemple, les comptables), aux prestataires de services indépendants auxquels nous faisons appel dans le cadre de nos activités (par exemple, les conseillers fiscaux et juridiques), aux banques effectuant des opérations de paiement, à d'autres entités dans le cadre de l'exécution de nos obligations légales (autorités étatiques dans le domaine de la fiscalité, autorités étatiques dans le domaine des archives).

**J) Procédure de sélection du personnel interne**

La CCFS traite les données à caractère personnel d'un candidat qui postule un emploi dans le but de le placer dans une procédure de sélection et de mener des entretiens, sur la base juridique **des relations précontractuelles** - l'exécution de mesures préalables à la conclusion potentielle d'un contrat (article 6, paragraphe 1, point b), du RGPD).

La fourniture de données à caractère personnel est facultative. Toutefois, si la personne concernée refuse de fournir des données à caractère personnel, sa participation à la procédure de sélection n'est pas possible.

Les données à caractère personnel des candidats seront traitées pendant toute la durée de la procédure de sélection et pendant une période maximale de trois mois après la fin de la procédure de sélection, au cas où un poste se libère pour le candidat qui n'a pas été retenu initialement.

Les données personnelles ne seront pas divulguées à d'autres destinataires.

**VI. DESTINATAIRES**

Nous fournissons des données à caractère personnel à des destinataires individuels uniquement dans la mesure où cela est nécessaire pour ces destinataires. Une définition plus détaillée est fournie pour chaque finalité ci-dessus.

Les données peuvent être consultées par le prestataire de services informatiques.

**VII. TRANSFERT EN DEHORS DE L'UE/EEE**

Vos données personnelles ne seront pas transférées vers un pays tiers ou une organisation internationale, sauf lorsque nous publions des données, des photos et des vidéos sur les réseaux sociaux LinkedIn, Facebook et Instagram (transfert vers les États-Unis) et le marketing par courriel pour lequel l'intermédiaire MailChimp est utilisé (transfert vers les États-Unis). Le transfert s'effectue sur la base de clauses contractuelles standard (plus d'informations ici : [LinkedIn](https://www.linkedin.com/help/linkedin/answer/a1343190), [Mailchimp](https://mailchimp.com/help/mailchimp-european-data-transfers/)) et, dans le cas de Facebook et Instagram : [EU-US Data Privacy Framework](https://www.facebook.com/business/help/1001186684640957).

**VIII. PRISE DE DÉCISION INDIVIDUELLE AUTOMATISÉE**

Vos données personnelles ne seront pas utilisées à des fins de prise de décision individuelle automatisée ou de profilage.

**IX. VOS DROITS**

Vous disposez des droits suivants concernant le traitement de vos données à caractère personnel, que vous pouvez exercer en nous écrivant ou en nous envoyant un courrier électronique aux coordonnées indiquées à l'article I de la présente politique :

* **le droit de s'opposer au traitement des données à caractère personnel** (si la base juridique est un intérêt légitime) - si vous vous opposez au traitement de vos données à caractère personnel pour des raisons liées à une situation spécifique et que nous ne disposons pas d'un motif légitime impérieux pour le traitement, nous ne traiterons plus vos données à caractère personnel ;
* **le droit de retirer votre consentement au traitement de vos données à caractère personnel** (lorsque la base juridique est votre consentement) - vous pouvez retirer votre consentement à tout moment ; toutefois, cela n'affecte pas la légalité du traitement fondé sur le consentement avant son retrait. Vous pouvez le faire par écrit, par courrier électronique ou par téléphone aux coordonnées du responsable du traitement indiquées ci-dessus ;
* **le droit de demander l'accès à vos données à caractère personnel** - vous avez le droit de demander des informations sur la manière dont nous utilisons vos données à caractère personnel et de demander une copie des données à caractère personnel que nous détenons à votre sujet. Dans la plupart des cas, nous vous fournirons les données à caractère personnel sous forme écrite, à moins que vous ne demandiez une méthode différente. Si vous demandez ces informations par voie électronique, nous vous les fournirons dans un format électronique couramment utilisé (à moins que vous ne demandiez une autre méthode de divulgation) ;
* **le droit de rectification des données à caractère personnel** - nous veillons à ce que les informations que nous détenons à votre sujet soient exactes, complètes et à jour. Si vous pensez que nous détenons des données personnelles inexactes ou incomplètes à votre sujet, vous avez le droit de nous demander de les corriger ou de les compléter ;
* **le droit à l'effacement des données à caractère personnel** - dans certains cas, vous avez le droit de nous demander d'effacer vos données à caractère personnel (par exemple, si vos données à caractère personnel ne sont plus nécessaires aux fins pour lesquelles elles ont été traitées). Toutefois, votre droit doit être examiné à la lumière de toutes les circonstances pertinentes. Par exemple, nous pouvons être soumis à certaines obligations légales et réglementaires, ce qui signifie que nous pouvons ne pas être en mesure d'accéder à votre demande ;
* **le droit de restreindre le traitement des données à caractère personnel** - dans certains cas, vous avez le droit de nous demander de cesser d'utiliser vos données à caractère personnel (par exemple, lorsque vous estimez que les données à caractère personnel que nous détenons à votre sujet sont inexactes ou lorsque vous estimez que nous n'avons plus besoin de vos données à caractère personnel aux fins du traitement) ;
* **le droit à la portabilité de vos données à caractère personnel** - vous avez le droit de nous demander de transférer les données à caractère personnel que vous nous avez fournies à un tiers de votre choix. Toutefois, ce droit ne s'applique que lorsque nous traitons vos données à caractère personnel automatiquement (et non manuellement) et sur la base juridique de votre consentement ou d'un contrat auquel vous êtes partie.

Si vous estimez que le traitement de vos données personnelles a été effectué en violation de la loi, vous avez le **droit de déposer une plainte auprès de l'autorité de contrôle**, à savoir l'Office pour la protection des données personnelles de la République slovaque, Hraničná 12, 820 07 Bratislava 27, site web : www.dataprotection.gov.sk.

**X. MODIFICATIONS DE LA PRÉSENTE POLITIQUE**

La manière dont nous devons traiter vos données à caractère personnel ou la finalité pour laquelle nous en avons besoin peuvent changer. C'est pourquoi nous pourrions être amenés à modifier unilatéralement la présente politique à l'avenir. Nous vous informerons si nous modifions la présente politique de manière importante.

Date de la dernière mise à jour : 6 décembre 2024